

NOTRE AVANCE CONTINUE MALGRE LA RÉSISTANCE ACHARNÉE DE L'ENNEMI

# EXCELSIOR

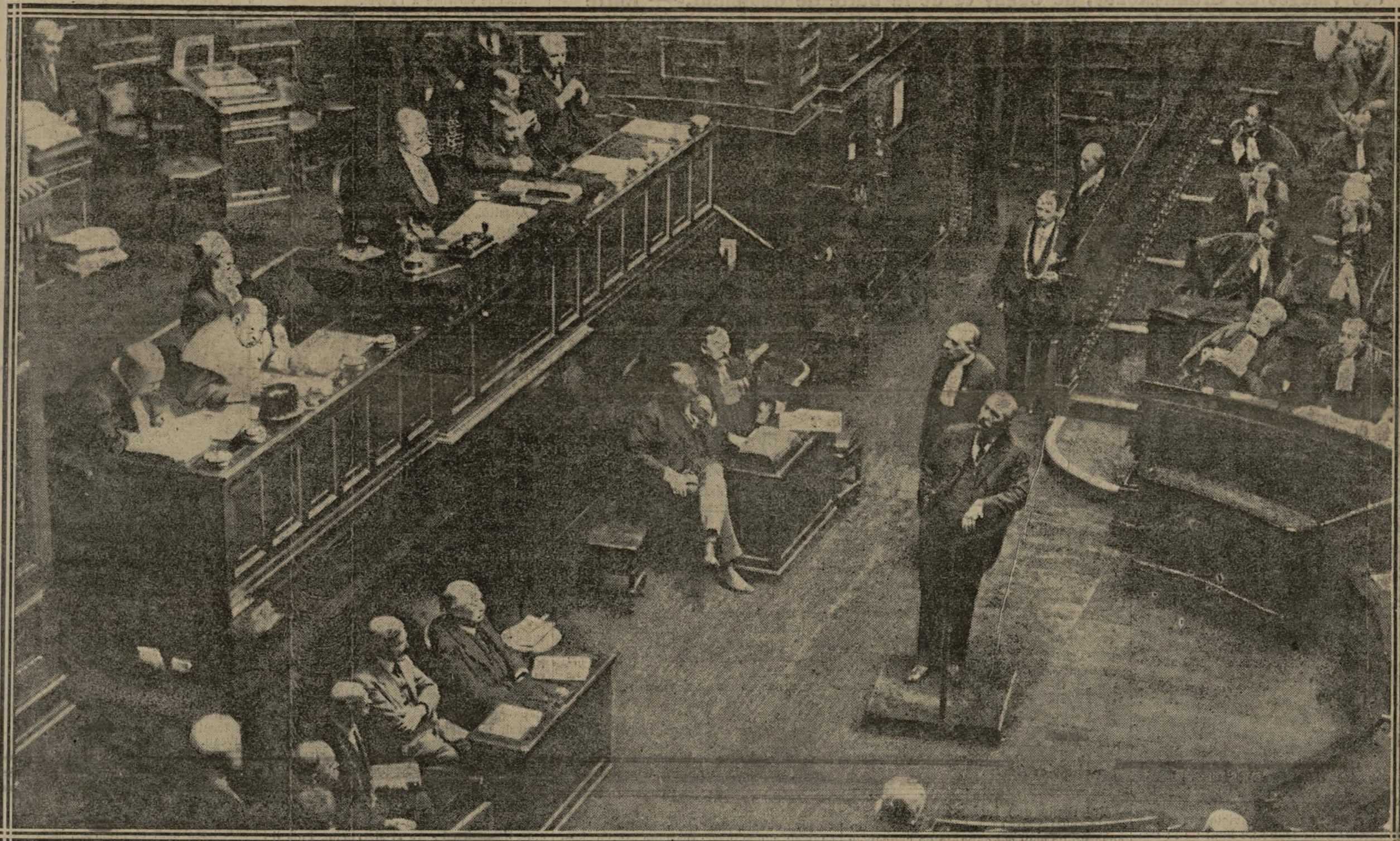
9<sup>e</sup> Année. — N° 2.810. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

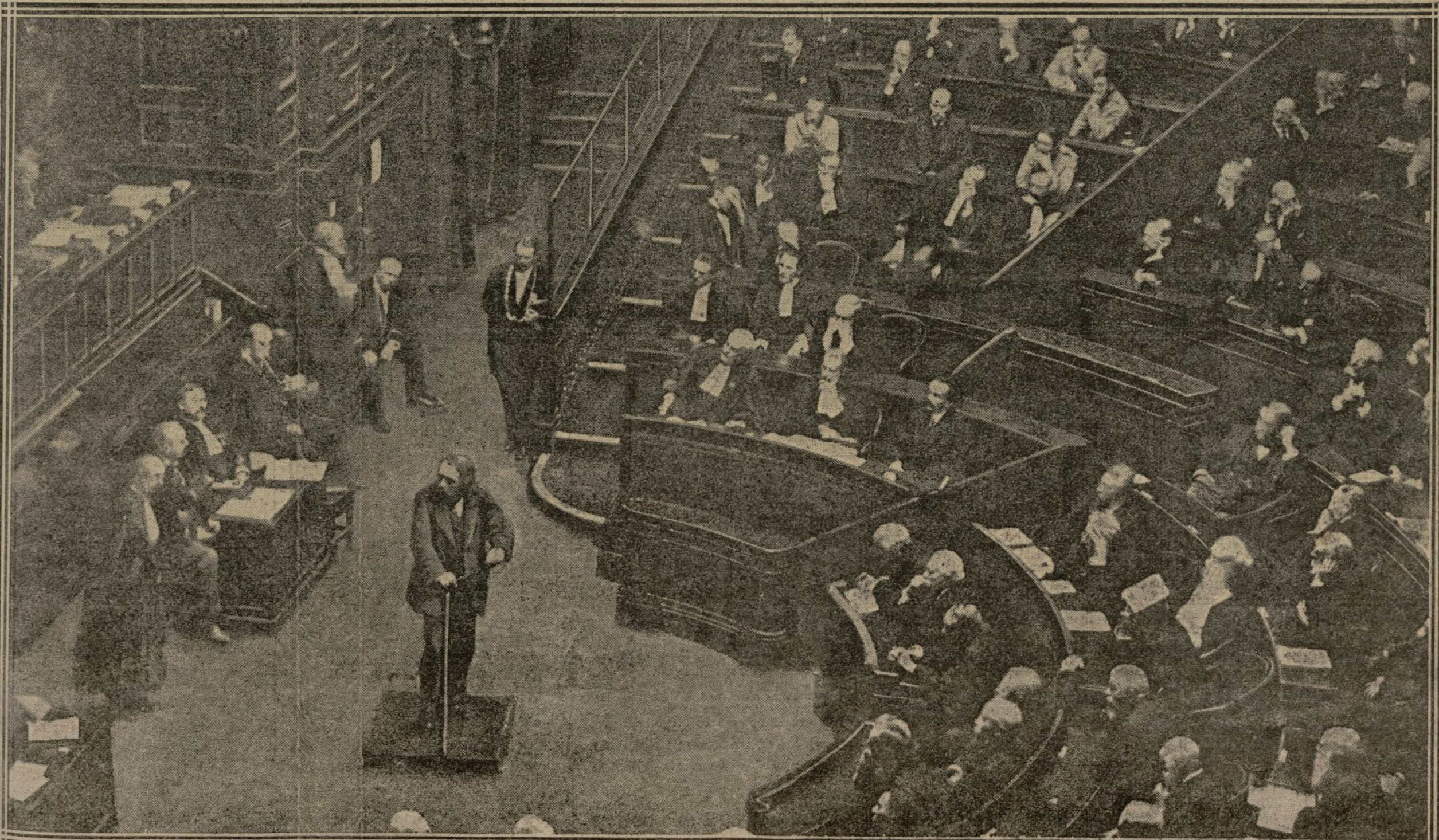
Mardi  
30  
JUILLET  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Enghien, 20. — PARIS (X<sup>e</sup>)  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>o</sup> des Italiens. - Tél. : Gut. 12-45  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

## MM. VIVIANI ET BRIAND DÉPOSENT DEVANT LA COUR DE JUSTICE



APRÈS AVOIR PRÊTÉ SERMENT, M. VIVIANI COMMENCE SA DÉPOSITION DEVANT LES SÉNATEURS JUGES



A LA BARRE DES TÉMOINS, M. BRIAND DÉCLARE QU'IL N'A JAMAIS CONNU LE DIRECTEUR DU "BONNET ROUGE"

L'audience de la Cour de justice attira, hier, un public extrêmement nombreux. Ce fut l'audience des anciens présidents du Conseil. Pour les entendre le public était venu en foule. Il n'y avait pas une place libre dans les tribunes. Sitôt l'appel nominal terminé,

M. Viviani fut introduit. Il prêta serment et commença sa déposition, qui occupa une partie de l'après-midi. Après une courte suspension d'audience, M. Briand apparut à son tour à la barre des témoins, où, une heure après environ, M. Ribot lui succédait.



## SUR LE FRONT AU NORD DE LA MARNE

# NOUVELLE AVANCE DE NOS TROUPES

## L'ENNEMI DONT LA RÉSISTANCE S'ACCROIT NOUS DISPUTE LE TERRAIN PIED A PIED

Au cours d'une brillante action au nord de l'Ourcq, nos troupes s'emparent des villages de Grand-Rozoy, de Cugny et de la butte de Chalmont. — Entre Fère-en-Tardenois et Reims, elles ont élargi leurs gains.

### NOUS AVONS FAIT 850 PRISONNIERS

La journée d'hier a été marquée par des combats particulièrement violents sur l'ensemble du front au nord de la Marne; l'ennemi réagit avec une extrême vigueur.

Au nord de l'Ourcq, la vallée de la Crise constitue pour les Allemands une remarquable place d'armes; elle forme également une seconde poche dans la première. Ses contours sont marqués par Soissons, Oulchy-le-Château, Fère-en-Tardenois. Une fois qu'elle sera vidée, la route de Soissons à Reims par Braisne et Fismes sera directement menacée, et la situation même de la première de ces villes deviendra fort précaire.

De là la résistance désespérée que, dans cette région, nous opposent les Allemands. Et, cependant, la progression continue. Les Ecossais se sont emparés du parc et du château de Buzancy; à l'est du Plessier-Huleu et d'Oulchy-le-Château, les troupes de Mangin ont notablement dépassé la route de Château-Thierry, en enlevant Grand-Rozoy et Cugny. Enfin, elles ont pris de haute lutte la butte de Chalmont qui donne des vues précieuses pour nous aussi bien sur la vallée de la Crise que jusqu'à Fère-en-Tardenois.

Au sud-ouest de cette ville, les Américains tiennent Sergy, qui a passé plusieurs fois de mains en mains. Ronchères, où l'ennemi, abrité par les bois Reuniers, faisait tête depuis plusieurs jours par des batteries d'artillerie et des feux de mitrailleuses, est solidement occupé par nous.

L'armée Berthelot, dépassant la route de Dormans à Reims, continue sa progression en direction Villers-Agron-Ville-en-Tardenois, ainsi qu'à l'ouest de Bligny et de Sainte-Euphrasie.

Soyons assurés que notre poussée sera couronnée d'un plein succès, mais bridons notre impatience; les Allemands ont reçu des renforts en troupes fraîches, de nouvelles divisions ont été identifiées. Nous irons au bout de la besogne; elle est dure, mais l'héroïsme de nos soldats la mènera à bien.

En présence de nos succès, chaque jour, précise en termes volontairement mesurés l'auteur de nos communiqués, dont l'opinion est unanime à reconnaître la sobre franchise, Ludendorff

14 HEURES. — Au nord de la Marne, aucun changement à signaler au cours de la nuit. Dans les combats d'hier, sur cette partie du front, nous avons fait environ 400 prisonniers.



23 HEURES. — La journée a été marquée par des combats très violents engagés sur tout le front au nord de la Marne. L'ennemi, dont la résistance s'est fortement accrue, nous a disputé le terrain pied à pied et a tenté de nous refouler par de nombreuses contre-attaques. Nos troupes, repoussant tous les assauts, ont réalisé une avance nouvelle.

Aux abords du village de Buzancy, les Ecossais se sont emparés du parc et du château et ont maintenu leurs positions, en dépit des efforts répétés des Allemands pour les en chasser. A l'est du Plessier-Huleu et d'Oulchy-le-Château, nous avons dépassé la route de Château-Thierry, pris Grand-Rozoy et Cugny et enlevé, au cours d'une brillante action, la butte de Chalmont. 450 prisonniers sont restés entre nos mains.

Sur la rive droite de l'Ourcq, nous avons élargi nos gains au nord de Fère-en-Tardenois et pénétré dans Sergy.

Plus au sud, Ronchères est tombé en notre pouvoir.

Sur notre droite, nous avons dépassé la route de Dormans à Reims, au sud de Villers-Agron, et gagné du terrain à l'ouest de Bligny et de Sainte-Euphrasie.

En Champagne, une attaque allemande dans la région au sud du Mont-sans-Nom n'a pas obtenu de résultat.

(Communiqués officiels français.)

Nul doute que Ludendorff ne représente, d'ici peu, sa retraite comme un succès que seul est capable de concevoir et de réaliser le génie d'un stratège allemand! En ce cas, nos vaillantes armées auront été ses meilleurs collaborateurs!

Jean VILLARS.

#### UN DEUXIEME ABRI DE GROSSE BERTHA.

Le correspondant du New-York Herald sur le front américain télégraphie : « Dans leur avance les troupes franco-américaines ont découvert un second emplacement pour supercannon, dans une fosse en béton, à Nanteuil-Notre-Dame. Des premiers renseignements, il résulte que le canon y avait bien été installé et qu'il fut enlevé précipitamment. » La profondeur de la fosse est d'environ 5 mètres et son diamètre est de 14 mètres. »

#### LES AVEUX ENVELOPPÉS DES JOURNAUX ALLEMANDS

BALE, 29 juillet. — La Gazette de Francfort du 28, dans un article où, reconnaissant les derniers succès français, elle essaye par des réticences de détails d'atténuer l'importance des aveux qu'elle est obligée de faire, écrit : « Le général Foch peut dire de lui qu'il a

voulu quelque chose de grand, qu'il a conçu un plan simple, clair et habile. Il a préparé ce plan d'une façon parfaite, il l'a bien exécuté, mais il devra avouer que les Alliés, cette fois encore, n'ont pas estimé la véritable valeur de la force de résistance allemande et qu'ils ont demandé l'impossible à leurs troupes. Jamais encore certainement, la stratégie de l'Entente ne montra plus d'unité et ne fut plus réfléchie que dans les dernières semaines. »

La Gazette, signalant « qu'il est impossible de dire dans quelle mesure l'état-major allemand a réussi à se défendre avec des réserves locales », suppose qu'il n'hésiterait pas à abandonner encore davantage de terrain dans le saillant de la Marne si cela devenait nécessaire pour économiser d'autres forces. Elle arrive enfin à cette étonnante conclusion bâtie, il est vrai, tout entière sur des « si » :

« S'il apparaît que notre état-major a gardé ses réserves en mains dans la période du 18 au 25 juillet, ce fait aura une grande et heureuse influence pour notre campagne d'offensive. La défaite de l'Entente dans cette bataille entre l'Aisne et la Marne sera alors doublement grave, mais il faut d'abord attendre et savoir si l'offensive du général Foch ne continuera pas là où ailleurs, et ce que l'état-major allemand peut faire, il le fera. Chacun sent qu'on lutte en ce moment pour la réussite de tout notre plan d'attaque du front ouest. »

#### LA SITUATION EN RUSSIE EST JUGÉE LAMENTABLE PAR UN JOURNAL ALLEMAND

La Gazette de Francfort a envoyé un correspondant spécial à Moscou dont les lettres ont déjà donné, sur les affaires russes, plus d'un son de cloche qui ne s'accorde pas avec la thèse officielle du gouvernement allemand. En particulier le correspondant a insisté à plusieurs reprises sur l'affaiblissement du pouvoir bolchevik. Voici ce qu'il écrit dans la Gazette de Francfort en date du 28 juillet.

« Partout c'est l'anarchie, le désordre. Le gouvernement des Soviets n'a aucune autorité. La nouvelle de la mort du tsar a produit à Moscou une profonde impression et aura certainement des conséquences lointaines. Les négociateurs venus de Berlin pour régler les questions économiques en suspens trouvent porte close. On ne fait rien pour mettre un terme aux excitations des socialistes révolutionnaires à la guerre contre l'Allemagne. »

En d'autres termes, la Gazette de Francfort invite le gouvernement de Berlin à prendre des mesures énergiques, s'il ne veut pas être exposé à de désagréables surprises en Russie. On pense toujours évidemment en Allemagne à une entente avec les partis de droite et les éléments bourgeois, que M. Helfferich a pour mission de rallier.

Trois grands-ducs ont disparu

BERNE, 29 juillet. — La Kolnische Volks Zeitung du 29 juillet apprend de Petrograd que, d'après les bruits qui circulent à Ekaterinenbourg et qui deviennent de

plus en plus précis, trois grands-ducs ont disparu plusieurs jours après l'exécution du tsar. Ces trois grands-ducs, dont le journal ne donne d'ailleurs pas les noms, ont été retenus une semaine en prison sous l'inculpation d'avoir pris part à des intrigues contre-révolutionnaires. Ils avaient été mis en liberté le 18 juillet et, depuis cette date, on ignore ce qu'ils sont devenus. Au moment de leur libération, ils avaient reçu l'ordre de se rendre dans une localité déterminée et de se présenter chaque jour à la police, mais ils n'ont pas paru encore à cette localité.

On raconte qu'à leur sortie de prison ils auraient été accueillis par une salve tirée par plusieurs gardes rouges, mais leurs cadavres n'ont pas été trouvés. Dans les milieux bolcheviques de Petrograd, on n'attache aucune créance à ces bruits.

#### Le Don et l'Astrakan s'allient

BALE, 29 juillet. — On mande de Kiof, à la date du 29 juillet :

Le journal Kiewskaya Myst écrit : « Le traité entre les gouvernements des régions du Don et de l'Astrakan a été publié à Rostof. Les deux gouvernements s'assurent un appui mutuel contre les bolcheviques et dans l'annexion des territoires qui leur sont économiquement et stratégiquement absolument indispensables; ils reconnaissent réciproquement leur pleine autonomie et déclarent vouloir chercher à établir une République fédérative dans le Sud de la Russie. »

## DEVANT LA HAUTE COUR

# MM. VIVIANI, BRIAND ET RIBOT ont apporté hier leur témoignage

## LES TROIS ANCIENS PRÉSIDENTS DU CONSEIL COUVRENT LES ACTES POLITIQUES DE M. MALVY

Il y a foule dans les tribunes, et cette affluence s'explique aisément : trois anciens présidents du Conseil sont au programme. Aucune absence à l'appel.

Après avoir fait connaître que MM. Vercken, Boursel, Nougues, Chauvet, Mayer et Blanc, dont les noms ont été prononcés au cours de précédentes dépositions, demandent à être entendus, et qu'il laisse à l'accusation ou à la défense le soin de les citer, M. Antonin Dubost donne lecture de quelques lettres.

L'une, de M. Max Nordau, proteste contre la déposition de M. Léon Daudet. Une autre, du général Roques, signale une erreur dans les réquisitions du procureur général au sujet des difficultés signalées entre le 2<sup>e</sup> bureau et le ministre de l'Intérieur.

Aussitôt, l'huissier appelle M. René Viviani.

Le talent oratoire de l'ancien président du Conseil est connu. On le retrouvera dans sa déposition, dont certaines périodes rappelleront ses meilleurs discours parlementaires.

Tout d'abord, le témoin apporte quelques rectifications à la déposition du commandant Baudier en ce qui concerne les retards qu'auraient apportés les services du ministère de la Justice à certaines dénaturisations. Puis il passe à l'examen des faits.

Le carnet B en premier lieu. A son retour de Russie, fin juillet 1914, M. Viviani trouve ses collègues d'avis de ne pas l'appliquer.

— Comme chef du gouvernement, j'ai ratifié cette décision.

La mobilisation s'est faite admirablement. L'état-major avait prévu une défaillance de 13 0/0 : elle n'a été que de 1 3/4 0/0.

L'ancien président du Conseil s'écrit avec chaleur :

— Comme il est facile, après quatre ans, de dire qu'on aurait pu faire des démarcations! Je n'avais que vingt-quatre heures pour me prononcer. Quel critérium admettre? Devais-je arrêter, avec Almeréya, Hervé et Merle? Ce carnet B, constitué par des indicateurs qui n'ont pas à signer, c'est cela que j'aurais appliqué? Non! Je revendique la responsabilité de mon acte.

M. Viviani déclare que M. Malvy ne lui a pas caché ses relations avec Almeréya. Il ne disait pas et n'avait pas à dire au Conseil en détail ce qu'il faisait, mais il n'a pas laissé ignorer sa ligne de conduite. Le témoin conteste, d'ailleurs, qu'Almeréya ait dominé la politique de l'Intérieur.

L'ancien président du Conseil passe en revue tour à tour les reproches faits à M. Malvy à l'occasion des affaires Mauricius, Sébastien Faure et Merheim. Puis il arrive à la C. G. T.

— M. le procureur général me paraît avoir découvert les relations de M. Malvy avec la C. G. T., dit-il. Or, il y a quinze ans que la C. G. T. est en relations avec le gouvernement. Je le sais, ayant été ministre du Travail sous M. Clemenceau.

En passant, M. Viviani rappelle que M. Clemenceau fut pour lui un chef loyal et cordial.

— Ce n'est pas un homme faible, dit-il au milieu des sourires. Ce n'est pas non plus un homme à tout casser!

On rit franchement à ces mots. Le témoin rappelle comment, à l'époque où il était ministre du Travail, il persuada M. Clemenceau, qui en convint, qu'il valait mieux ne pas dissoudre la C. G. T. Président du Conseil à son tour, il recommanda à M. Malvy d'être en contact avec cette organisation comme il l'avait été lui-même.

— Merheim avait fait un article délictueux, touché 25.000 francs des socialistes italiens et été à Zimmerwald, poursuit

M. Viviani poursuit, avec beaucoup de chaleur :

— On dit : « Il y a eu de la part de M. Malvy des actes inconnus du Conseil des ministres. » C'est vrai, mais chaque ministre ne peut apporter au Conseil toutes les affaires qui l'occupent.

« M. Malvy a-t-il caché au Conseil des actes qu'il savait blâmables et criminels, pour se dérober au contrôle de ses collègues? Je réponds : non!

« Il y a eu, dit-on, des fautes, des complaisances, des indulgences, des faiblesses. Ah! je ne peux cacher l'amertume qui, pour moi, se dégage de ce procès. Des policiers, des soldats même ont apporté ici des paroles qui mettent en cause toute la politique de ces quatre dernières années.

« Suis-je devant un Sénat jugeant la politique d'un gouvernement? Non! Je suis devant une cour de justice! Il s'agit alors de savoir si, engageant sa conscience dans des complicités criminelles, M. Malvy s'est exposé aux rigueurs du Code pénal.



M. Ribot arrivant au Luxembourg

« A la question posée, je réponds : non! Et j'engage dans ma réponse toute la plénitude de ma conscience!

Quelques questions touchant Mauricius et Sébastien Faure sont posées à M. Viviani. On lit même, au sujet de Mauricius, la déposition de M. Lescoupy à la commission d'instruction. Tout cela n'apprend rien de nouveau.

#### M. BRIAND A LA BARRE

Un mouvement d'attention se produit quand M. Aristide Briand est introduit.

Quelques sourires : M. Antonin Dubost demande, en effet, à l'ancien président du Conseil ses nom et prénoms. Mais c'est la formule obligatoire.

M. Aristide Briand s'élève, en débutant, contre la légende suivant laquelle la présence de M. Malvy au ministère de l'Intérieur lui a été imposée, lors de la constitution de son cabinet, par une pression politique et par une personnalité politique puissante.

— Jamais, dit-il, je ne me suis laissé influencer par des considérations de cette nature.

L'ancien président du Conseil passe aussitôt aux directives suivies par M. Malvy en matière de politique sociale. C'est sur ce point que portera tout particulièrement sa déposition.

Adoptées avant la constitution de son cabinet, ces directives étaient conformes à son sentiment. On usait de beaucoup de bienveillance pour les groupements et les collectivités, mais on réprimait les fautes commises par les individus.

— Des hommes comme Jouhaux étaient, jusqu'à la guerre, classés parmi les suspects, dit M. Aristide Briand. Ils s'étaient, depuis, tournés rayonnants vers la patrie, avaient uni la cause des ouvriers à celle de la France. On leur avait donc fait confiance, et j'en prends toute la responsabilité.

Le témoin montre le danger qu'il y aurait eu à faire des opérations judiciaires contre des groupements au vu de seuls rapports de police.

— On a reproché à M. Malvy de n'avoir pas arrêté M. Merheim, dit-il en passant. Mais, s'il avait été arrêté, le gouvernement actuel n'aurait pas pu faire appel à lui, récemment, dans des circonstances presque tragiques!

L'ancien président du Conseil affirme donc que M. Malvy s'est maintenu dans l'observation de ses directives en ce qui concerne les organisations ouvrières et qu'il en prend la responsabilité.

Très rapidement, M. Aristide Briand examine les faits particuliers. En ce qui concerne le Bonnet Rouge, il ne rencontre aucune résistance chez M. Malvy, lorsqu'il lui fit part de son intention de donner des instructions sévères à la Censure. Il rencontra la même adhésion de sa part lorsqu'il s'agit de réprimer la propagande pacifiste.

— Dans le détail, dit-il, un président du Conseil ne peut suivre les moindres affaires de tous les départements ministériels. Mais M. Malvy a envoyé des circulaires irréprochables contre les tracts et la propagande antipatriotique.

Le témoin s'étonne des angoisses tardives de certains fonctionnaires et militaires au sujet de l'attitude de M. Malvy.

— Pourquoi, demande-t-il, ne m'ont-ils pas prévenu, alors que j'étais président du Conseil, ou pourquoi n'ont-ils pas prévenu leurs chefs?

Mais M. Aristide Briand revient à la politique pratiquée par M. Malvy à l'égard de la classe ouvrière.

— Tout récemment, s'écrit-il, un



MM. VIVIANI ET BRIAND dans la cour du Sénat

M. Viviani. Nous le savions. Mais M. Loucheur m'a dit qu'il était heureux que Merheim fût allé à Saint-Etienne.

L'ancien président du Conseil passe à l'emprise que M. Caillaux aurait eue sur le gouvernement. A ce sujet, il demande des explications au procureur général.

— Je ne dois rien à M. Caillaux, dit-il; il ne me doit rien; je suis libre.

Le procureur général nous a délivré un certificat de cécité morale ou intellectuelle en disant que M. Caillaux s'était, surnaturellement, emparé du ministère de l'Intérieur. Je ne l'accepte pas!

De juin 1914 à octobre 1915, date à laquelle j'ai cessé d'être président du Conseil, que peut-on apporter pour prouver l'intervention de M. Caillaux, qui était en Argentine?

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS par Correspondance avec PIGIER, 53 rue Rivoli à Paris



5 HEURES  
DU  
MATIN

## DERNIÈRE HEURE

5 HEURES  
DU  
MATINLES TCHÉCO-SLOVAQUES  
REÇOIVENT  
D'IMPORTANTES RENFORTSLes Cosaques leur fournissent des  
cavaliers, et les Japonais leur  
envoient des canons.

KHARBINE, 29 juillet. — Les cosaques de Kalmikof ont coopéré activement avec les Tchéco-Slovaques, qui avaient jusqu'à présent souffert du manque de cavalerie. Les patrouilles montées d'éclaireurs cosaques mettent l'infanterie tchéco-slovaque dans une tout autre position.

Les Tchéco-Slovaques attendent des canons japonais. Ainsi leurs forces seront transformées en une armée complète et bien équipée. Le nouveau gouvernement sibérien, dont les forces croissent continuellement, a offert de nouveaux renforts. L'avance des Tchéco-Slovaques près de Chita a diminué la pression qui menaçait le général Semenov. Les Austro-Allemands, se rendant compte du danger qui surgissait sur leurs derrières, ont battu en retraite.

Le nouveau gouvernement sibérien reçoit constamment de nouvelles délégations, des télégrammes, des lettres lui promettant l'appui de villes éloignées et de groupes qui, au début, demeurèrent sur la réserve. C'est le cas notamment pour le groupe socialiste et militaire de Blagoveshensk.

Les bolcheviks suppriment  
les journaux de l'opposition

BALE, 29 juillet. — Un ordre du gouvernement des Soviets interdit aux journaux bourgeois de Moscou, déjà suspendus depuis le 6 juillet, de paraître jusqu'à nouvel ordre jusqu'à la consolidation complète du gouvernement de la République des Soviets.

Les grèves continuent  
en Ukraine

GENÈVE, 29 juillet. — D'après les informations reçues par les *Dernières Nouvelles de Munich*, la grève générale des chemins de fer continue en Ukraine en dépit des négociations engagées par le gouvernement et malgré la pression exercée sur les grévistes par les autorités militaires allemandes.

## Anciens ministres arrêtés

BALE, 29 juillet. — On mande de Kiev, à la date du 29 juillet :  
« L'ancien ministre de la Guerre ukrainien, M. Petliura, l'ancien ministre du Commerce, M. Parsch, et de nombreux partisans ont été arrêtés pour complot contre le gouvernement de Pethman. »

Les préparatifs allemands  
contre la côte mourmane

STOCKHOLM, 29 juillet. — Bien que la propagande révolutionnaire occasionne parmi les troupes finlandaises des actes fréquents d'indiscipline et de nombreuses désertions, les autorités militaires allemandes poussent fiévreusement les préparatifs d'une offensive vers le nord-est. Un détail précis qu'on pourrait citer montre que l'expédition aura pour but d'occuper la côte mourmane et de s'avancer en Carélie.

Cependant le gouvernement finlandais persiste à nier tout projet d'agression, et il soutient que les mesures prises ont uniquement un caractère défensif. En même temps la presse germanophile continue une violente campagne contre les Anglais et les Français, en déclarant que la présence de troupes alliées à Kola est une intolérable menace pour le territoire finlandais.

Le quatrième anniversaire  
de la guerre

LONDRES, 29 juillet. — A l'occasion du quatrième anniversaire de la déclaration de guerre, M. Lloyd George adressera un important message à la nation anglaise. Une méthode nouvelle sera employée pour que cette déclaration soit communiquée au public simultanément dans tout le Royaume-Uni. Le message sera adressé sous enveloppe cachetée à tous les directeurs des théâtres, music-halls, salles de concerts et cinémas des Iles Britanniques. A neuf heures du soir, les cachets seront rompus sur la scène en présence du public, et le message sera lu à l'auditoire.

LES AMÉRICAINS LIVRENT  
AU DELÀ DE L'OURCQ  
DE VIOLENTS COMBATSAprès avoir quatre fois changé de  
mains, le village de Sergy reste  
en leur possession.

OFFICIEL AMÉRICAIN (21 heures). — Au delà de la ligne de l'Ourcq, de fortes contre-attaques exécutées par des troupes ennemies ont donné lieu à de durs combats. Sergy, pris hier par nos troupes, après avoir changé quatre fois de mains, reste en notre possession.

FÉLICITATIONS JAPONAISES  
A L'ARMÉE DES ETATS-UNIS

WASHINGTON, 29 juillet. — Le général Marsh, chef d'état-major, a reçu du général baron Ynebara, chef d'état-major de l'armée impériale japonaise, le télégramme suivant :

*Je vous prie de recevoir mes sincères félicitations pour vos récents et brillants succès remportés par votre vaillante armée sur les champs de bataille de France. Je regarde l'avenir avec l'entière certitude que la situation continuera à se développer favorablement, et je me sens fortifié dans ma conviction dans le triomphe de notre cause commune.*

Les troupes américaines  
échappent aux sous-marins

GENÈVE, 29 juillet. — Le correspondant berlinois de la *Strassburger Post* a eu un entretien avec l'amiral Holzendorf, chef d'état-major de la marine, qui lui a fait, notamment, la déclaration suivante :  
« Une amélioration passagère s'est effectivement produite dans le montant du tonnage de nos adversaires ; elle provient surtout de l'appropriation d'une partie de la flotte neutre. »

Le rédacteur de la *Strassburger Post* ayant exprimé la déception du public en constatant que les sous-marins ne coulaient que fort peu de transports américains, l'amiral a répliqué :

« Les Américains disposent, pour leurs débarquements, de toute la côte qui s'étend du nord de l'Ecosse jusqu'aux ports français de la Méditerranée. Devrions-nous mobiliser des sous-marins devant chacun de ces nombreux ports pour y attendre l'arrivée de transports très rapides et naviguant sous une forte escorte ? Ces transports, d'ailleurs, arrivent avec beaucoup d'irrégularité, souvent la nuit, et en profitant du brouillard. En réfléchissant à ces nombreux facteurs, on doit se rendre compte du peu de chances qu'on aurait en guettant ces transports. Notre tâche consiste à diminuer l'ensemble du tonnage et non à accomplir une action particulière qui ne pourrait qu'augmenter les difficultés. »

## Le nouveau fusil américain

WASHINGTON, 29 juillet. — Le nouveau fusil américain prouve sa valeur au point de vue de la rapidité du tir. Le ministère de la Guerre annonce que plusieurs records ont été établis dans les camps d'entraînement américains.

Les Anglais abattent  
neuf appareils allemands

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — Le 28 juillet, malgré les nuages bas, nous avons pu exécuter plusieurs reconnaissances et prendre de nombreuses photographies. Dix tonnes de bombes ont été réparties sur des dépôts de munitions, des gares et des cantonnements dans les environs de Douai, d'Armentières, de Bapaume et de Chaulmies.

De bonne heure, dans la matinée, il s'est produit une certaine quantité de combats aériens. Neuf appareils ennemis ont été abattus et deux ballons sont tombés en flammes. Quatre de nos avions manquent. Au cours de la nuit, bombardement de Bapaume, ainsi que des batteries ennemies en action au nord de la Somme. Tous nos appareils sont rentrés.

## La classe 20 en Angleterre

LONDRES, 29 juillet. — Le général Maurice signale dans un article du *Daily Chronicle* qu'un certain nombre de jeunes gens de la classe 1920 (les plus âgés) ont été déjà envoyés au front. On sait que tous les jeunes gens qui ont atteint l'âge de 18 ans depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1918 (la classe 1920 française) ont été appelés.

LA MOTION MINORITAIRE  
EST VOTÉE  
AU CONGRÈS SOCIALISTEElle demande la revision des buts  
de guerre, d'après le programme  
du président Wilson.

Après deux journées de discussions passionnées, violentes parfois, les délégués au Conseil national du parti socialiste avaient à se prononcer sur plusieurs motions.

Celle des minoritaires, défendue par M. Longuet, pose en principe que les socialistes — quoi qu'il arrive — resteront fidèles à la défense nationale, malgré les erreurs qu'ils croient avoir relevées à la charge des gouvernements. Ils exigeront de ces gouvernements la révision des buts de guerre, la dénonciation des tractations impérialistes et l'adhésion officielle au programme de paix et aux principes proclamés par la révolution russe et par le président Wilson.

Résolus à poursuivre l'autorisation de participer à une conférence internationale, les minoritaires déclarent qu'au refus des passeports les parlementaires devront répliquer par le refus des crédits de guerre.

Enfin, sans condamner expressément l'intervention des Alliés en Russie, les minoritaires prétendent la subordonner au consentement du peuple russe.

Rapporteur de la motion majoritaire, M. Renaudel se déclare fermement attaché à la lettre et à l'esprit du memorandum de Londres. Partisan d'une conférence internationale, pour briser les résistances du gouvernement, il fera appel aux efforts conjugués du parti socialiste, de la C. G. T. et du prolétariat des pays alliés ; mais il estime à peu près impossible le refus des crédits de guerre.

M. Renaudel et ses amis approuvent, sous certaines conditions, l'intervention russe.

M. Varenne déclare qu'il votera la motion Renaudel, et il tient à affirmer que ses amis et lui sont bien résolus à voter toujours les crédits de guerre, en toutes circonstances et quoi qu'il arrive.

M. Cachin invite ses amis centristes à voter la motion Longuet, qui obtient 1.542 voix, contre 1.172 à la motion Renaudel et 152 voix à celle des kienthalien.

Le prochain congrès se tiendra à Paris avant deux mois ; il désignera les membres de la commission administrative permanente.

Il examinera également la demande de contrôle dont M. Albert Thomas a été l'objet et que les minoritaires voulaient abandonner purement et simplement. L'ancien ministre de l'Armement ne l'entend pas ainsi, et il a exigé que le parti se prononce sur la question de savoir s'il a, oui ou non, trahi les intérêts du prolétariat.

Le roi de Belgique  
décore un régiment

FRONT BELGE, 29 juillet. — Ce matin, au cours d'une prise d'armes, le roi Albert, accompagné de la reine et du prince Léopold, a décoré le drapeau du 9<sup>e</sup> régiment de ligne, ainsi que de nombreux officiers et soldats de ce régiment qui se sont distingués au combat victorieux de Merckem.

Depuis quatre ans, a dit le roi aux troupes rassemblées, vous lutez avec une admirable ténacité, vous êtes les dignes défenseurs d'une cause sacrée, celle de notre indépendance nationale. Les combats de Liège, du siège d'Anvers, la résistance sur l'Yser sont des souvenirs glorieux pour le 9<sup>e</sup> régiment de ligne, mais, le 17 avril dernier, vous avez accompli votre plus grand exploit en brisant, avec vos camarades de la 4<sup>e</sup> division, une puissante attaque ennemie.

Après la remise des décorations, les troupes ont défilé devant les souverains.

M. Maunoury  
à l'instruction

M. Maunoury, ancien directeur du cabinet du préfet de police, s'est présenté hier matin dans les bureaux du 3<sup>e</sup> conseil de guerre, où il avait été convoqué par le capitaine Bouchardon.

Après lui avoir fait subir un interrogatoire d'identité, le capitaine rapporteur l'informa qu'il était inculpé de complicité de commerce avec l'ennemi.

M. Maunoury répondit qu'il allait faire choix d'un avocat.

Il est probable que l'inculpé ne sera interrogé sur le fond de l'affaire que lorsque sera terminé le procès de la Haute-Cour.

## L'ENGAGEMENT DE "PÉNURIE"

PAR

ÉDOUARD SERPETTE

On s'est vivement inquiété du destin de l'Art français ; on s'est préoccupé de ce que seraient ses manifestations dans quelques années ; on a douté, une fois encore, des qualités et de la vie de notre esprit. Un dieu malin devrait nous punir ; la pire chose, pour une société, c'est, aussi bien que pour les individus, le manque de confiance en soi. Nous le savons, nous le proclamons, nous tirons vite des conclusions favorables ; qu'autrui témoigne de quelque lassitude ; mais, hélas ! incorrigibles, avec un courage magnifique, nous penchons au pessimisme. C'est peut-être parce que nous avons un excès de conscience : les superbes lutteurs sont volontiers sans scrupules.

Il y avait une fois un lutteur qui n'était point superbe ; il n'avait donc point d'excuse de manquer de loyauté. Il est vrai, c'était un marchand de théâtre qui, après avoir pratiqué tous les métiers, prostituait le spectacle, les comédiens, la scène, avec une méthode sûre, des procédés astucieux, la certitude d'affaires fructueuses.

Ce personnage s'appelait Messac, " Monsieur Messac " ; il était Méridional.

J'avais fait sa connaissance sans difficulté : on m'avait signalé une artiste, nouvellement arrivée, engagée par lui ; j'étais à sa première répétition ; Messac, lui, dédaignait les débuts : il n'assistait jamais aux répétitions. Il vint pourtant à celle-ci, et, dès qu'il se manifesta dans la salle, il fit trembler tout son monde. Il appela :

— Artus ! Artus ! qu'est-ce qu'ils jouent là ?

Le régisseur accourut :

— C'est Faust, monsieur Messac.

— Foste ! Foste ! C'est Foste qu'ils répètent ?

— Oui, monsieur Messac.

— Comment ! Il y a quarante ans qu'on joue Foste, et ils ne le savent pas encore !

Je plains beaucoup le pauvre Artus, dont la joie ne put pas s'épanouir comme la mienne. Les interprètes, eux, n'y mirent aucune délicatesse ; mais Messac était incapable de comprendre.

Cet incident me rapprocha des malheureux exploités, dont je connus dès lors le sentiment vrai sur leur directeur. Artus, surtout, qui estimait de sa dignité et de son autorité de ne point avoir de relations trop étroites avec eux, me disait ses misères, ses déceptions. Il n'attendait même pas l'occasion, il la faisait naître, il accourait me raconter les pots, il y prenait une joie particulière.

Un matin, si tôt qu'il avait, à coup sûr, pris sur son sommeil pour satisfaire son instinct de malice, il arriva chez moi en proie au dégoût définitif. Il me dit :

— J'en ai assez, je ne veux plus travailler avec cet individu ; tout le monde se moque de lui ; il fait scandale partout. Hier, il conduisait dans le théâtre un commanditaire possible ; et nous en avons besoin ! On arrive aux coulisses, à un passage difficile. Il se précipite : " Prenez garde, monsieur le comte, vous allez vous casser la g... " Vous posez si le comte a vite terminé l'entretien. On ne réparera donc pas encore le cintre... Et dans l'après-midi, avant la répétition de *Quo Vadis*, qu'on va donner, l'imprimeur lui apporte l'affiche. Cette brute regarde, lit, et s'exclame : " Eh bien ! et Quo Vadis ? Je ne vois pas qui fait Quo Vadis... " Non, je vous dis, je ne peux plus rester avec ce sauvage ! "

Je consolai Artus de mon mieux, encore que je fusse bien convaincu de l'écœurement que cette collaboration devait lui causer. Artus était un être profondément honnête ; d'autres procédés intervenaient certainement dans son aversion pour son directeur. J'en émis le doute ; il déchargea son cœur :

— Oui, certes, il y a autre chose ; il me répugne. Tenez, la petite qui a débuté, l'autre jour, dans *Faust* ; c'est un premier prix, il l'a engagée très cher. Seulement il a loué des sifflets, il lui a fait une publicité et, le lendemain, il l'a fait venir : " Tu comprends, ma petite, c'est très ennuyeux ! Je comptais sur toi ; tu as entendu, ils ne veulent pas de toi ; c'est très ennuyeux, je sais bien, mais que veux-tu que je fasse ? Je vais être obligé de te remercier. Avec toi, ma saison est fichue. A moins que... oui, tiens, je peux encore te garder... mais à moitié prix. " La pauvre enfant protestait, gémissait ; l'autre faisait la sourde oreille et, finalement : " Allons, c'est entendu ; tu trouveras ici tes cinq cents francs chaque mois. Tu vois, au fond, je ne suis pas méchant. Il ne faut pas pleurer ; avec une figure comme ça, voyons ! Tu trouveras des admirateurs, va ; je t'en enverrai, tiens ! " Et ça, c'est ce qu'on sait, ce qu'on voit. Le reste... je préfère ne pas y penser. Si seulement, un beau jour, toute sa troupe le quittait, d'un coup ! Il y a de pauvres diables qui n'ont aucun argent d'avance ; ça n'arrivera jamais. Tout de même, si le premier rôle le plaquait, il serait joliment embêté ! En tout cas, moi, je m'en vais.

Mais ce n'était pas possible. Artus aimait trop son théâtre ; il y avait grandi, vécu ; il ne pouvait point ne pas y mourir. Cependant, il eut, en compensation à sa misère, une grande satisfaction. Il accourut me l'annoncer :

— Ça y est ! Elle est partie hier, après une scène violente où il a voulu la brutaliser.

Je demandai de qui il s'agissait.

— Mais... la première chanteuse, voyons ! elle s'en va tout à l'heure. Ah ! il faut l'entendre, maintenant, Messac ! Il beugle, il mugit. Il n'a personne pour demain soir. Si vous avez quelqu'un à caser, c'est le moment.

Je suivis le conseil d'Artus. On m'avait signalé une artiste sans emploi ; je pouvais, avec quelque chance qu'elle fût acceptée, la signaler à Messac. J'allai donc rendre visite au directeur.

A peine étais-je dans son bureau que le téléphone l'appela :

— Vous permettez, hé ? C'est l'agence de Paris ; je n'ai personne pour demain soir... Allo ! Allo !... Eh oui, ici, c'est Messac... Allo ! Hé ? Vous dites ? Je tombe mal ? Hé, je ne l'ai pas fait exprès, bien sûr... Allo ! Allo !... Il y a pénurie en ce moment ? Eh bien, que voulez-vous, envoyez " Pénurie ", alors... "

Édouard SERPETTE.

## L'incendie de l'Estérel

TOULON, 29 juillet. — L'incendie du massif de l'Estérel paraît maintenant à peu près complètement maîtrisé. Plus de 2.500 hommes de troupe venant de casernements voisins, soit du Var, d'un côté, soit des Alpes-Maritimes, de l'autre, ont dû être envoyés sur les lieux.

homme signalé dans une usine du centre comme pacifiste acharné est renvoyé à son dépôt. Le lendemain, 100.000 ouvriers en grève ! Voilà où le conflit s'élève dans un homme qui, dans l'opposition, est allé jusqu'à l'absolu et qui se trouve en face de la réalité. Et alors, et c'est son honneur, placé en face de sa responsabilité, il fait ce qu'il faut ; le militant retourne à son usine en cortège triomphal. Trouvez donc, dans le dossier de M. Malvy, un fait pareil. Quelle faiblesse, quelle abdication n'en déduirait-on pas !

Très écouté, l'ancien président du Conseil dit que dans les actes de gouvernement il faut savoir prendre une moyenne, admettre qu'il ait pu y avoir des erreurs, des fautes, et juger d'après la balance entre les instructions données et les résultats obtenus.

M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a suivi mes instructions vis-à-vis des syndicats, conclut M. Aristide Briand. Sur les faits particuliers, je persiste à croire qu'il a fait de même jusqu'à preuve du contraire !

Sur une question de M<sup>e</sup> Bourdillon, le sénateur affirme encore que le maréchal offre et le général Nivelle lui ont dit qu'ils étaient en relations parfaites avec M. Malvy et qu'ils obtenaient tout ce qu'ils réclamaient.

## LA DÉPOSITION DE M. RIBOT

La déposition de M. Ribot est assez brève. Très nettement, l'ancien président du Conseil affirme qu'il n'a jamais eu l'impression que M. Malvy ne collaborait pas sincèrement à l'œuvre commune de défense nationale. Il déclare que la politique suivie par l'ancien ministre de l'Intérieur était celle décidée par les différents gouvernements dont il a fait partie.

Le témoin est particulièrement précis sur la question des passeports délivrés aux réfugiés russes lors de la révolution. Il affirme que le gouvernement en avait délibéré et décidé d'accorder tous ceux qui seraient demandés par l'ambassadeur de Russie.

M. Ribot ne croit pas que l'accusation de trahison par complicité puisse être retenue contre M. Malvy.

« Il n'est pas possible, dit-il avec chaleur, que, pendant trois ans, je n'aie pas vu que j'avais à côté de moi un traître ! Il y avait dans les conseils des ministres des hommes considérables ; aucun n'a eu des inquiétudes à ce point de vue. M. le maréchal Joffre et le général Nivelle auraient-ils accueilli M. Malvy comme ils l'ont fait ? C'est une accusation atroce que de dire qu'un ministre a pu trahir. Je dis, avec toute ma sincérité, qu'à aucun moment M. Malvy n'a manqué à son devoir de patriotisme. »

On entend aujourd'hui les autres témoins cités par la défense.

Léopold BLOND.

## Un discours de M. Tardieu

La croisade des démocraties s'achemine  
d'un pas sûr vers son but...

Hier soir, au banquet de l'Union universitaire américaine, M. André Tardieu, commissaire général aux Affaires de guerre franco-américaines, a prononcé un grand discours, par lequel il a rendu un légitime hommage au désintéressement de la grande république des Etats-Unis.

Après avoir commenté les derniers événements militaires, au cours desquels les divisions américaines se sont montrées égales aux meilleures troupes françaises, l'orateur a dit :

« L'Allemagne ne peut plus douter de la domination de ses ambitions espérances. Elle sait que tous ensemble nous ferons le monde habitable pour la démocratie et intenable pour l'autocratie. »

« La guerre n'est pas finie, et les mois prochains seront durs. »

« Mais, dès maintenant, nous avons repris l'initiative. Dès maintenant, ce n'est pas de notre côté que la crise des effectifs. Dès maintenant, c'est de notre côté que s'accumulent les certitudes de renforcement futur et d'augmentation des moyens. »

« Les mauvais jours sont passés, et la même semaine qui saluait l'arrivée du premier million de troupes américaines en France a salué notre premier succès commun. »

« Vous, nous et nos braves alliés, nous sommes prêts pour l'effort suprême. Nous savons ce que nous voulons. Nous savons ce que nous pouvons. La foi qui nous anime ne connaît pas de défaillance. »

« La croisade des démocraties s'achemine d'un pas sûr vers son but, et la libération des peuples promet à nos sacrifices la seule récompense qu'ils attendent. » — H. L.

## NOUVELLES BRÈVES

— Le Sénat a adopté, hier matin, la proposition de loi ayant pour objet de protéger les loyers et obligations de la Défense nationale dont les propriétaires sont dépossédés par suite de faits de guerre, et le projet modifiant plusieurs articles du Code de justice militaire. Il siègera vendredi matin.

— Le procès en cour d'assises intenté par M. Renaudel, député et directeur de *l'Humanité*, à M. Georges Berthoulat, directeur de *la Liberté*, à propos d'articles parus sur les responsabilités de l'arrêt de l'offensive d'avril 1917, sur conclusions de l'avocat général Watelin, a été renvoyé à une autre session.

— Hier après midi, le capitaine Bouchardon a entendu M. Mouthon, du *Journal*, dans l'affaire Caillaux.

— Boulevard Voltaire, à Asnières, un taxi-auto se jette contre un tramway venant en sens inverse et se brise. Blessés grièvement, les six personnes qui l'occupaient ont été transportées à l'hôpital Beaujon.

LAIT  
CONCENTRÉ

SUCRÉ  
et  
SANS SUCRE

NESTLÉ

En Vente partout

LA  
MARQUE  
PRÉFÉRÉE



